



Dossier de presse

« Bilan de mi- législature des élus nationaux socialistes Stéphane Rossini et Mathias Reynard »

Conférence de presse du Parti socialiste du Valais romand

Jeudi 9 janvier 2014

Maison du Peuple, Rue de Conthey n°2, 1950 Sion

Stéphane Rossini

1^{er} vice-président du Conseil national

En fonction au Conseil national depuis le 6 décembre 1999

www.stephanerossini.ch

1. Commissions actuelles

- Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS-CN), président 2012-13
- Commission de gestion CN (CdG-CN)
- Commission du programme de législature 2011-2015
- Bureau du CN et Délégation administrative des Chambres fédérales
- Co-Président de la commission spécialisée du PS Suisse « Santé et Politique sociale »

2. Interventions parlementaires déposées durant les années 2012 et 2013

Initiatives parlementaires

- 13.477 : LAMal: révision des catégories de primes enfants, jeunes et jeunes adultes
- 13.448 : LAMal. Base légale pour le comparateur de primes de l'OFSP
- 13.416 : LAMal. Fonds de réserves fédéral
- 12.452 : Loi fédérale sur l'indépendance des autorités politiques

Motions

- 13.3753 : LPP et caisses de rentiers. Anticiper les effets pervers
- 13.3516 : Médiateur ou ombudsman en matière d'assurance-invalidité
- 13.3181 : Assurance-invalidité. Article 74 LAI, déblocage des subventions
- 13.3179 : Primes LAMal. Fixation d'un écart maximum dans chaque canton
- 12.4199 : Coordination de la protection des sites archéologiques
- 12.4194 : Monitoring de coordination entre assurances sociales et aide sociale
- 12.4193 : Annuaire des médicaments inutiles ou dangereux
- 12.3840 : Evénements indésirables dans les hôpitaux suisses et sécurité des patients
- 12.3217 : Modernisation et développement de la recherche en sciences sociales

Postulats

- 12.4195 : Pratiques notariales. Réduire la bureaucratie et les coûts
- 12.3399 : Analyse de la solidarité du financement de l'assurance-maladie selon la LAMal
- 12.3218 : Evaluation des effets de la levée du gel des cabinets médicaux

Interpellations

- 13.4229 : Egalité des chances en matière de santé pour les personnes LGBT
- 13.3180 : Assurance-invalidité. Application de l'article 74 LAI et contrats de prestations
- 12.4192 : Soins palliatifs et stratégie future
- 12.3541 : Innovations réelles sur le marché des médicaments
- 12.3540 : Consommation de médicaments. Quelles perspectives?
- 12.3219 : Rendement du capital AVS. Situation et optimisation

Questions

- 13.1082 : Pièges photographiques et protection des données
- 13.5162 : Accord avec l'industrie pharmaceutique
- 13.5119 : Assurance-invalidité. Les Romands sont-ils exclus des négociations?
- 13.1035 : Forces aériennes. Information ou propagande?

- 12.5411 : Faillite de Supra. Quelles conséquences?
- 12.5193 : Caisses-maladie et protection des données
- 12.5022 : Primes 2012 de la caisse-maladie EGK. Comment les assurés ont-ils été trompés?
- 12.5021 : Rénovation de l'autoroute A9 et ligne électrique enterrée
- 12.1025 : Infirmité congénitale. Diagnostic de CAPS

3. Les thèmes d'action prioritaires en 2012 et 2013

- Assurance-invalidité : l'échec de la 6^{ème} révision B est un succès, car elle évite des dizaines de milliers de personnes supplémentaires soient privées de prestations sociales et d'intégration professionnelle.
- Loi sur les épidémies : avec le succès en votation populaire, la Suisse dispose désormais d'une loi permettant de répondre de manière adéquate aux risques d'épidémie, notamment en étroite collaboration avec les cantons.
- Lutte contre la pauvreté : contribution à l'élaboration de la stratégie nationale et à la mise sur pied d'une loi-cadre fédérale en matière d'aide sociale.
- Santé : suivi de l'application LAMal dans les domaines du financement hospitalier et des planifications hospitalières, du financement des soins, de la démographie médicale (moratoire sur les cabinets médicaux).
- Denrées alimentaires : élaboration d'un cadre moderne de production, d'information, de commerce et de protection des consommateurs.

4. Les enjeux futurs 2014 et 2015 : mes engagements principaux

- La votation du 9 février 2014 sur l'initiative populaire UDC Contre l'immigration massive, un véritable poison pour la Suisse, sa place dans le monde et sa prospérité.
- La votation sur la caisse publique d'assurance-maladie, comme membre du comité d'initiative et co-auteur du texte. Il importe de mettre fin aux inégalités actuelles, au manque de transparence et aux conflits d'intérêts dans ce domaine.
- La réforme de la prévoyance vieillesse 2020. Les révisions AVS et LPP sont à la veille des débats parlementaires. Il est impératif de réaliser les objectifs de la Constitution : couverture du minimum vital pour l'AVS et maintien du niveau de vie avec l'apport de la LPP.
- LAMal : finalisation d'une loi fédérale sur la surveillance des caisses-maladie et remboursement des primes payées en trop par certains cantons.
- Loi d'application de l'initiative Weber sur les résidences secondaires.
- Enfin, le travail de collaboration entre la députation valaisanne aux Chambres fédérales et le Conseil d'Etat VS devra être amélioré. Outre la qualité de la collaboration régulière, il s'agira notamment d'être mieux à même d'anticiper le traitement des dossiers. Si le Valais manque de stratégies claires, les élus aux Chambres fédérales sont en position de faiblesse. Dernier exemple : l'aéroport militaire de Sion. Aucun axe d'action clair, aucun plan B, aucunes compensations n'étaient définies, en collaboration avec les parlementaires fédéraux. Idem en matière d'énergie ou de tourisme. Chacun navigue « à vue », ce qui ne permet pas d'action concertée et à long terme.

Mathias Reynard

Conseiller national depuis le 5 décembre 2011

Benjamin des Chambres fédérales

www.mathiasreynard.ch

1. Commissions et fonctions

- Membre de la Commission de la Science, de l'Education et de la Culture (CSEC)
- Président de la Commission spécialisée "Recherche, formation et culture" du Parti socialiste suisse
- Co-président de l'intergroupe parlementaire "Enfance et Jeunesse"
- Co-président de l'intergroupe parlementaire "Suisse-ALBA"

2. Interventions parlementaires déposées durant les années 2012 et 2013

Taux de présence lors des votes au Conseil national : 96%

Initiatives parlementaires

13.407 : Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle

12.412 : Mettre un terme aux augmentations des taxes d'études

12.407 : Une semaine de vacances en plus pour toutes et tous

Motions

13.3752 : Audit externe de la Poste suisse

13.3517 : Sortir la formation professionnelle initiale chez les adultes de l'impasse

12.3733 : Des mesures pour soutenir la viticulture suisse

Postulats

13.4312 : Pour une nouvelle obligation de servir : le service-citoyen

13.4304 : Renforcer la Session des Jeunes

12.3518 : Stratégie et mesures pour mieux encourager la recherche en sciences humaines et sociales

Interpellations

13.4311 : Comment mieux soutenir les pétitions de la Session des Jeunes

13.4232 : Livraison des bénéfiques de la Poste : augmentation de la pression ?

13.4231 : Accessibilité des offices de poste

13.4079 : Respect de la loi sur les langues. Enseignement du français et cohésion nationale

13.4052 : Gestion du trafic pendant la réfection du tunnel du Saint-Gothard

13.3889 : Audition de l'enfant. Respect de la Convention relative aux droits de l'enfant ?

13.3674 : La formation est-elle subordonnée au service militaire ?

13.3601 : Politique du livre. Et maintenant ?

12.4111 : Le doublement des taxes d'études dans les EPF est-il acceptable pour le Conseil fédéral ?

12.3879 : Augmentation des tarifs et baisse du nombre d'usagers aux CFF

12.3732 : Financement privé de la recherche et de la formation

12.3443 : Politique de l'emploi à la Poste suisse

12.3190 : Quelle politique du livre pour demain ?

12.3161 : Respect des minorités linguistiques en commission

12.3153 : Quelles mesures contre le fléau de la sous-traitance ?

Questions

- 13.5601 : Résidences principales ou secondaires ?
- 13.1081 : Projet d'ordonnance sur l'aménagement du territoire : de qui se moque-t-on ?
- 13.1074 : A partir de quel âge un enfant peut-il être entendu en Suisse ?
- 12.5515 : Logement. Que compte faire le Conseil fédéral face à l'explosion des loyers initiaux ?
- 12.5512 : Attaque contre les lignes ferroviaires régionales
- 12.5441 : Organisation du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
- 12.5268 : Démantèlement à CFF Cargo
- 12.1061 : Aéroport de Rarogne
- 12.1033 : Cotisations LPP. Les salariés sont-ils informés ?

3. Les thèmes d'action prioritaires en 2012 et 2013

- Taxes d'études : engagement pour éviter diverses augmentations des taxes d'études (avec succès, notamment dans les EPF) et pour un financement public de la formation.
- Combat syndical : contre toute extension des horaires d'ouverture des magasins, pour une meilleure redistribution des richesses (Minder, 1:12,...), pour 5 semaines de vacances pour tous, pour une formation continue accessible à tous, pour de bonnes conditions de travail dans les entreprises proches de la Confédération, contre la sous-enchère salariale...
- Poste : multiples interventions en faveur d'un service public postal de qualité, y compris dans les régions périphériques.
- Discriminations : intervention contre l'homophobie et sur la politique d'égalité hommes-femmes (égalité salariale, représentation dans les conseils d'administration, violence faite aux femmes,...).
- Agriculture : par des liens étroits avec le syndicat paysan Uniterre, engagement en faveur des petits agriculteurs, notamment lors de la Politique Agricole 2014-2017. Soutien à la viticulture helvétique.

4. Les enjeux futurs 2014 et 2015 : mes engagements principaux

- Les deux votations (en Valais et en Suisse) pour l'introduction d'un salaire minimum.
- Bourses d'études : soutien à l'initiative de l'UNES ; travail à Berne pour rédiger un contre-projet à cette initiative populaire ; engagements locaux pour éviter les coupes prévues dans plusieurs cantons.
- Tunnel du Gothard : forte implication, par ma présence au comité de l'Initiative des Alpes, contre le percement d'un 2^e tube routier, qui nuirait à la qualité de vie de la population des Alpes. Engagement parallèle en faveur de FAIF pour la votation du 9 février 2014.
- Initiative populaire contre la spéculation sur les denrées alimentaires (comité d'initiative).
- Education : engagement pour une école qui intègre tous les enfants ; investissement en faveur d'un système scolaire harmonisé (PER, LP 21) et de qualité, avec des moyens suffisants pour le personnel enseignant ; travail sur l'enseignement des langues, afin de donner la priorité aux langues nationales, avant l'anglais.
- Implication dans la campagne fédérale pour l'abolition des forfaits fiscaux.
- Politique culturelle : engagement pour des moyens suffisants dans le prochain Message Culture de la Confédération ; soutien au Livre et aux petits libraires.
- Engagement en faveur d'un Valais, attaché à ses traditions mais ouvert, moderne et dynamique.